

## Lente sortie de crise pour l'économie francilienne

*L'économie française continue de se redresser lentement. En Ile-de-France, le secteur du tourisme et l'intérim se portent mieux tandis que les créations d'auto-entreprises et de sociétés restent dynamiques. Pour autant, le marché du travail francilien enregistre peu de signes d'amélioration. L'emploi salarié est stable. Le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter au second semestre 2010.*

Benôit Pentinat, Insee Ile-de-France  
François Rageau, DIRECCTE Ile-de-France

**A**u troisième trimestre 2010, les économies avancées ont globalement ralenti, avec des évolutions différentes selon les pays : faible progression en France et dans la zone euro mais accélération de la croissance aux Etats-Unis et au Japon. La demande intérieure est restée bien orientée, mais le mouvement de reconstitution des stocks a été moins intense qu'au deuxième trimestre.

Le commerce mondial continue de donner des signes d'essoufflement. L'activité en Chine a été moins dynamique, sous l'effet d'un durcissement de la politique monétaire et du ralentissement de la demande des économies avancées.

En Europe et aux Etats-Unis, l'activité devrait progresser fin 2010 sous l'effet d'une légère progression de la demande intérieure. En revanche, l'activité au Japon reculerait au quatrième trimestre suite à la fin du dispositif de soutien au secteur automobile.

La croissance de la zone euro faiblirait légèrement au premier semestre 2011

(+ 0,3 % par trimestre). Les entreprises continueraient de reconstituer leurs capacités de production à un rythme modéré. Mais cela ne suffirait pas à compenser le ralentissement des débouchés à l'exportation et l'impact des mesures de redressement des finances publiques mises en œuvre dans de nombreux pays. De plus, le mouvement de reconstitution des stocks s'amenuiserait progressivement.

Par ailleurs, les déphasages de conjoncture ne se réduiraient pas au sein de la zone euro au premier semestre 2011. L'économie espagnole subirait les conséquences des mesures de consolidation budgétaire et serait à l'arrêt jusqu'à la mi-2011. L'Italie resterait sur un rythme de croissance faible tandis que l'activité serait encore soutenue en Allemagne. De plus, certains pays pourraient pâtir des inquiétudes persistantes sur le niveau et la progression de leur dette publique. Il pourrait en résulter une hausse des coûts de financement et des pressions baissières sur le cours de l'euro.

### Léger ralentissement au premier semestre 2011 en France

En France, le PIB a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2010, après avoir augmenté de 0,6 % au trimestre précédent. L'activité a été soutenue principalement par la consommation des ménages et leurs investissements en construction. La contribution du commerce extérieur à la croissance a été né-

#### Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

COE-REXECODE : Alain Henriot  
Crocis de la CCIP : Mickaël Le Priol  
CRT : Aurélian Catana  
DIRECCTE : Bernard Simonin  
DGDDI Ile-de-France : Catherine Etcheberry-Levan  
DRIHL : Stéphane Baudement  
GIM : Isabelle Chaptal  
Pôle emploi : Samy Garbaa, Olivier Jugand  
Pôle emploi services : Céline Braconnier  
PRIF : Christophe Centonze, Franck Fuertes  
RGF : Eliane Dié

gative, en raison d'un fort rebond des importations.

L'économie française progresserait au dernier trimestre 2010 sur un rythme de 0,5 %. La consommation des ménages continuerait de croître, bénéficiant des derniers effets de la prime à la casse. Au premier semestre 2011, le taux de croissance de l'activité diminuerait : il atteindrait 0,3 % au premier trimestre et 0,4 % au deuxième trimestre. La consommation des ménages ralentirait fortement au premier semestre. Mais l'investissement des entreprises progresserait légèrement. L'économie française se maintiendrait ainsi globalement sur la tendance qu'elle connaît depuis la sortie de récession.

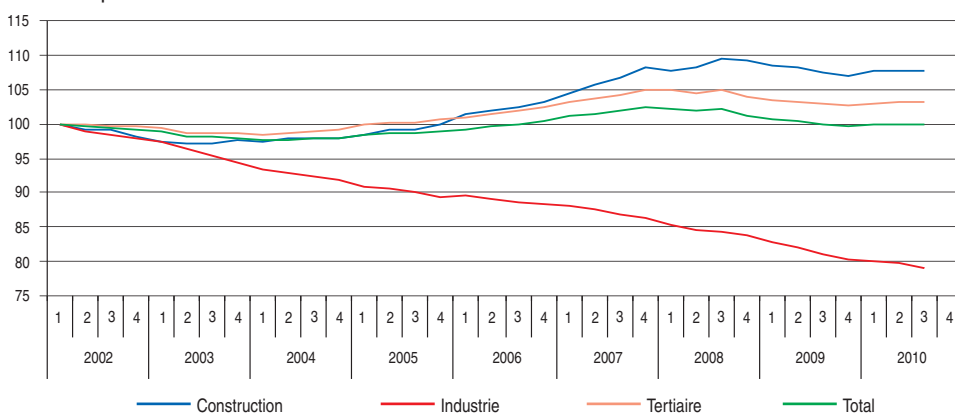
Le marché du travail poursuivrait sa lente amélioration. L'emploi continuerait de progresser à un rythme modéré : il augmenterait dans le secteur marchand non agricole de 51 000 postes au second semestre 2010 et de 50 000 au premier semestre 2011, soit 0,3 % par semestre. Les pertes d'emploi dans l'industrie ralentiraient. Le tertiaire, porté par l'intérim, serait dynamique. Au total, au cours de l'année 2010, l'emploi marchand augmenterait de 106 000 postes (+ 0,7 %). Le chômage baisserait très légèrement d'ici mi-2011. Le taux de chômage, qui s'est établi à 9,3 % en France métropolitaine au troisième trimestre 2010, atteindrait 9,1 % au deuxième trimestre 2011.

### Peu d'amélioration sur le marché du travail francilien

En Ile-de-France, la reprise de l'activité ne s'est accompagnée d'aucune amélioration de l'emploi. En un an, l'emploi

## 1 Stabilité de l'emploi salarié

Emploi salarié dans les activités marchandes - Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2002



Données corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, estimations trimestrielles d'emploi

salarié francilien est resté stable (- 0,1 %) alors qu'il a augmenté de 0,4 % en France métropolitaine 1. L'emploi a continué de reculer dans l'industrie (- 2,5 %), à un rythme semblable à celui observé dans le reste du pays. L'emploi a progressé légèrement dans la construction et le commerce (respectivement + 0,3 % et + 0,2 %). Il a augmenté dans les services (+ 0,3 %), grâce à l'intérim (+ 11,9 %). La hausse est toutefois moins importante qu'en province. Le secteur de l'hébergement et de la restauration figure parmi les plus dynamiques avec une hausse de près de 6 000 emplois en un an (+ 2,2 %). A contrario, le secteur des activités techniques, spécialisées et de soutien hors intérim a enregistré une baisse de l'emploi (- 1,3 %, soit 10 700 postes). L'évolution de l'emploi salarié dans la région a été un peu moins favorable au cours des derniers trimestres qu'en province. Le recul de l'emploi depuis début 2008 demeure toutefois moins prononcé en Ile-de-France que dans le reste du pays (- 2,2 % contre - 3 %).

Le taux de chômage s'est stabilisé au cours des trois premiers trimestres en Ile-de-France. Il s'établit à 8,2 % au troisième trimestre, contre 9,3 % en France métropolitaine 2. Le taux de chômage francilien demeure nettement supérieur à son niveau d'avant crise (+ 1,7 point par rapport au taux enregistré au premier trimestre 2008). En un an, le chômage a légèrement progressé dans l'ensemble des départements franciliens, excepté à Paris où il est resté stable. La hausse la plus importante concerne la Seine-Saint-Denis où le taux de chômage s'établit à 11,2 %, en hausse de 0,4 point.

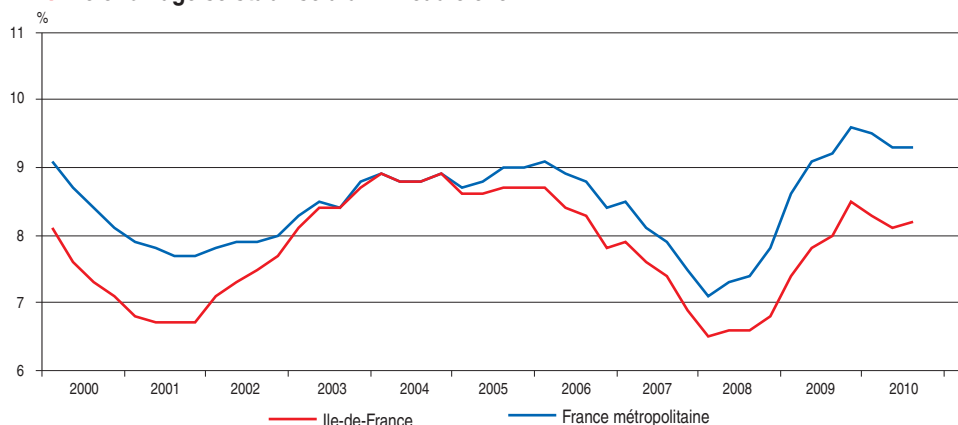
### Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi marquent le pas

La nette progression du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi en début d'année 2010 ne s'est pas confirmée au second semestre. En moyenne, 51 000 offres (en données CVS-CJO) ont été enregistrées en Ile-de-France chaque mois de juillet à décembre 2010, contre 52 750 au premier semestre 2010, soit un recul de 3 %. Ce sont surtout les offres temporaires qui diminuent, mais les offres durables sont également touchées (- 1 %). Le nombre d'offres collectées par Pôle emploi reste ainsi à un niveau nettement inférieur à celui d'avant crise (69 000 offres mensuelles au premier semestre 2008).

### Progression de la demande d'emploi au second semestre dans la région

En fin d'année 2010, 726 000 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immé-

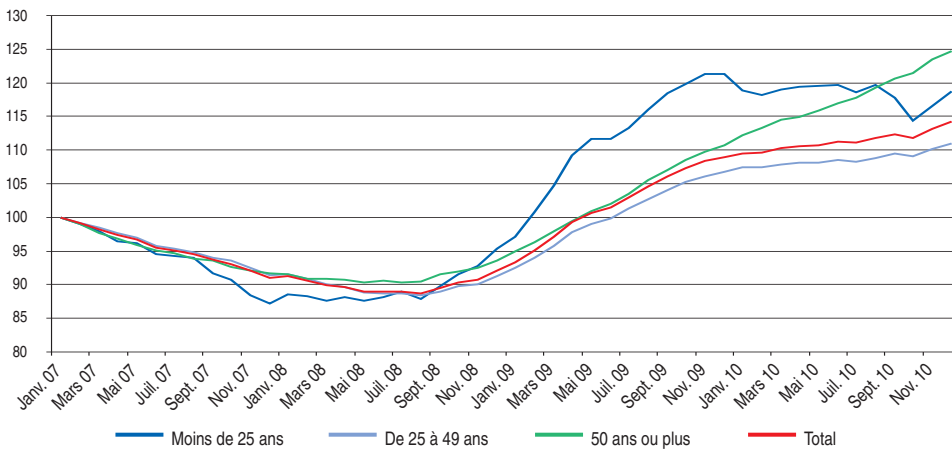
## 2 Le chômage se stabilise à un niveau élevé



Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, taux de chômage localisés

### ③ Hausse continue des demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus Base 100 en janvier 2007



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie ABC (CVS) en fin de mois.

Sources : Pôle emploi et Dares

diatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 518 170 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi a continué à augmenter au second semestre (+ 19 000), à un rythme un peu plus rapide qu'en début d'année (+ 14 000) ③. En province, en revanche, la hausse de la demande d'emploi a été moins rapide au second semestre qu'au premier. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente aussi bien pour les seniors âgés de 50 ans ou plus que pour les personnes d'âge intermédiaire. Le nombre de jeunes inscrits a continué à reculer dans la région mais à un rythme plus lent qu'au premier semestre. En revanche, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a ralenti. Elle reste cependant importante (+ 18 700 demandeurs d'emplois en six mois).

A Paris et dans l'ouest parisien, la demande d'emploi s'est accélérée en fin d'année alors qu'en début d'année la hausse avait été faible. L'Essonne est le seul département francilien où la croissance de la demande d'emploi a nettement ralenti en deuxième partie d'année.

L'année s'achève avec une progression annuelle de 4,8 % du nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories A, B, C). Le nombre d'inscriptions de cadres est resté stable alors que celui des employés de commerce et de services a continué à croître à un rythme assez élevé. La demande d'emploi a donc continué à progresser mais de manière nettement moins prononcée qu'en 2009. De plus, cette hausse s'inscrit dans un contexte

différent : le recours à l'activité partielle s'est réduit ainsi que le nombre d'emplois menacés dans les procédures collectives de licenciement.

### L'activité de construction portée par le logement

Le marché du logement confirme depuis plusieurs trimestres son amélioration. Près de 5 100 logements neufs ont été vendus en Ile-de-France au troisième trimestre 2010, ce qui correspond à une hausse de 9,1 % par rapport à l'an passé. L'encours de logements neufs proposés à la vente est revenu à son niveau d'avant crise. Il a été presque divisé par deux depuis fin 2008. Les conditions d'accès au crédit demeurent favorables à l'investissement et la demande en logements reste soutenue. Les prix des logements anciens ont fortement augmenté depuis plusieurs trimestres en Ile-de-France, dépassant les niveaux de mi-2008. Leur progression s'établit en rythme annuel au troisième trimestre 2010 à 10,6 %.

L'activité de construction de logements neufs, davantage épargnée dans la région que dans le reste du pays depuis le début de la crise, demeure ainsi bien orientée. Le nombre de logements autorisés à être construits a augmenté de 7,6 %.

Dans le bâtiment non résidentiel, l'activité de construction neuve reste en retrait. La surface de locaux mis en chantiers a reculé fortement au cours des douze derniers mois (- 18,2 %), à un rythme comparable à celui observé au niveau national (- 19,6 %). Mais les pers-

pectives s'améliorent. La surface des locaux autorisés à être construits a progressé (+ 14,5 %) alors qu'elle a continué de reculer en France métropolitaine (- 3,2 %).

### La fréquentation hôtelière continue de progresser

L'amélioration de la fréquentation hôtelière se poursuit, de manière plus prononcée en Ile-de-France que dans le reste du pays. Le taux d'occupation a fortement progressé en septembre. Il s'établit à 84,3 %, en hausse de 7,2 points par rapport à l'année précédente. La fréquentation hôtelière augmente également en octobre et en novembre (respectivement de 5,2 et 4 points), sans atteindre toutefois les niveaux élevés de 2007.

### Sources et définition

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multiactivité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

**DEFM** : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

**Catégorie ABC** : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

**Catégorie A** : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

## ④ Le nombre de créations d'auto-entreprises reste à un niveau très élevé mais ne progresse plus

Données brutes

	1 <sup>er</sup> trimestre 2010		2 <sup>e</sup> trimestre 2010		3 <sup>e</sup> trimestre 2010		4 <sup>e</sup> trimestre 2010		Evol. 2010/2009 (%)	
	Ensemble des créations	Dont AE*	Ensemble des créations	Dont AE*	Ensemble des créations	Dont AE*	Ensemble des créations	Dont AE*	Ensemble des créations	Dont AE*
<b>Ile-de-France</b>	<b>43 297</b>	<b>24 931</b>	<b>37 588</b>	<b>21 138</b>	<b>31 765</b>	<b>17 411</b>	<b>37 729</b>	<b>20 910</b>	<b>15,2</b>	<b>28,5</b>
Industrie	1 360	732	1 151	578	1 029	459	1 203	632	9,2	12,9
Construction	5 129	2 338	4 284	1 854	3 431	1 491	4 273	1 850	16,2	51,6
Commerce, transports, hébergement et restauration	9 599	4 450	9 105	4 253	7 531	3 303	8 325	3 695	9,0	22,1
Information et communication	3 771	2 436	3 216	1 880	2 613	1 520	3 074	1 786	8,3	12,9
Activités financières	836	136	914	150	724	92	892	134	9,1	23,1
Activités immobilières	1 077	170	891	156	832	127	1 063	171	21,2	26,8
Activités de services spécialisées et de soutien	13 890	8 928	11 684	7 561	9 529	6 041	11 893	7 357	20,7	32,2
Enseignement, santé, action sociale	3 633	2 482	2 774	1 902	3 116	1 984	3 405	2 348	16,6	31,8
Autres activités de services	4 002	3 259	3 569	2 804	2 960	2 394	3 601	2 937	20,6	29,2
<b>France (y compris Dom)</b>	<b>181 999</b>	<b>110 390</b>	<b>156 007</b>	<b>89 256</b>	<b>135 466</b>	<b>76 039</b>	<b>148 567</b>	<b>84 014</b>	<b>7,2</b>	<b>12,4</b>

\*auto-entreprises.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Le nombre de nuitées est également en forte hausse. Il augmente entre septembre et novembre de 7,2 % par rapport à l'an passé. Fait marquant, la clientèle française n'est plus le seul moteur de cette progression : le nombre de nuitées de la clientèle étrangère augmente à un rythme proche de celui de la clientèle française au cours de cette période (respectivement de + 7,3 % et + 7,1 %). La fréquentation des clientèles chinoise et russe ainsi que celles du Proche et Moyen-Orient progresse de manière très significative. Parmi la clientèle européenne, les nuitées des clientèles allemande, italienne et belge sont en

forte augmentation (respectivement de + 10,1 %, + 9,2 % et + 10,2 %). A l'inverse, la fréquentation de la clientèle britannique reste en repli (- 5,8 %).

Cette amélioration de l'activité hôtelière bénéficie principalement aux hôtels haut de gamme. Le nombre de nuitées des hôtels 3, 4 étoiles ou plus progresse de 10,4 %. Il augmente moins fortement pour les hôtels de 2 étoiles et 0-1 étoile (+ 4,1 % et + 2,7 %).

### Hausse des créations d'auto-entreprises et des sociétés

Avec environ 150 000 entreprises créées dans la région en 2010, les créations d'entreprises sont restées dynamiques tout au long de l'année. Leur nombre progresse de 15,2 % par rapport à l'an passé ④. Parmi ces créations, celles relevant du statut d'auto-entrepreneur sont en forte hausse (+ 28,5 %). Le nombre de créations d'entreprises hors auto-entreprise augmente légèrement (+ 1,8 %). Le nombre de créations de sociétés est en hausse (+ 7,6 %), tandis

que celui des créations d'entreprises individuelles hors auto-entreprise recule nettement (- 14 %).

Les créations d'auto-entreprises représentent plus de la moitié des créations d'entreprises (56 %). Elles restent très nombreuses en fin d'année mais commencent à marquer le pas. Elles sont depuis le deuxième trimestre 2010 en recul par rapport au pic enregistré au premier trimestre de l'année au cours duquel près de 25 000 entreprises s'étaient immatriculées sous cette forme. Dans certains secteurs, la part des auto-entreprises parmi les créations d'entreprises est encore plus élevée. C'est le cas dans les services aux ménages (spectacles, services à la personne) où huit créateurs d'entreprises sur dix ont opté pour ce statut. L'enseignement, la santé, l'action sociale (67 %), le soutien aux entreprises (64 %) et l'information et la communication (60 %) concentrent également une part importante d'auto-entreprises parmi les créations d'entreprises de ces secteurs.

Rédaction achevée le 27 janvier 2011

### Pour en savoir plus

« Découplages », Insee Note de conjoncture, décembre 2010.

**Pentinat B.** : « Point conjoncturel - automne 2010 - Economie francilienne : reprise modérée », *Insee Ile-de-France faits et chiffres*, n° 242, octobre 2010.

**Rageau F., Roy J.** : « Léger rebond de l'emploi et stabilité du chômage », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 341, juillet 2010.

INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-Le Bretonneux  
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

© Insee 2011

Directrice de la publication : Sylvie Marchand  
Comité de rédaction : Patrick Pétour  
Chef de projet : Benoît Pentinat  
Rédactrice en chef : Christel Collin  
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France  
Maquette : Nathalie Droux - Nicolas Renaud  
Impression : Jouve

Publication téléchargeable à partir du site Internet : [www.insee.fr/ile-de-france](http://www.insee.fr/ile-de-france)

ISSN 0984-4724  
Commission paritaire n° 2133 AD  
Code Sage I1135052

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> semestre 2011

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

[www.insee.fr/ile-de-france](http://www.insee.fr/ile-de-france)